



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service Protection de l'environnement

GRENOBLE, LE

11 JUIL. 2012

AFFAIRE SUIVIE PAR : Claude VIANDÉ  
☎ : 04.56.59.49.85  
✉ : 04.56.59.49.96  
✉ : claud.viande@isere.gouv.fr

N°31738

## ARRETE PREFECTORAL DE MISE A JOUR DE CLASSEMENT N°2012193-0022

Le Préfet de l'Isère  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment son livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.), et notamment ses articles L 513-1 et R 512-31;

**VU** la circulaire du 24 décembre 2010, relative aux modalités d'application des décrets n°2009-1341, n°2010-369 et n°2010-875, modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°80-9492 en date du 29 octobre 1980, ayant autorisé M. Antonin DEVUN à exploiter une installation de stockage de véhicules automobiles hors d'usage située route du Barrage, dans la zone industrielle de REVENTIN- VAUGRIS ;

**VU** le « donné acte » de changement d'exploitant en date du 18 janvier 2008, attestant que la Société PURFER s'est substituée à M. Antonin DEVUN dans l'exploitation d'un établissement de stockage et triage de métaux ferreux et non ferreux ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2008-00852 en date du 11 février 2008, portant agrément, en faveur de la Société PURFER, de l'exploitation de ses installations de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage sur le site de REVENTIN- VAUGRIS ;

**VU** la lettre de ladite Société en date du 11 avril 2011, sollicitant le bénéfice des droits acquis pour la poursuite de l'exercice de plusieurs activités classées, désormais visées par les rubriques n°2712, n°2713, n°2718 et n°2791 de la nomenclature des installations classées, à la suite de la parution du décret de classement n°2010-369 du 13 avril 2010 ;

**VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées de la direction départementale de la protection des populations de l'Isère, en date du 28 juin 2012, proposant d'acter, par voie d'arrêté complémentaire, les modifications non notables des volumes de plusieurs activités classées actuellement exercées la société PURFER ;

**CONSIDERANT** qu'il convient, suivant les dispositions de l'article R 512-31 du Livre V, Titre<sup>1er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé, de prendre acte, par arrêté complémentaire, des modifications intervenues quant aux volumes de certaines activités classées précédemment visées dans l'arrêté préfectoral précité ;

**CONSIDERANT** que la présentation de ce dossier devant le Conseil départemental de l'Environnement et des Risques sanitaires et technologiques ne s'avère pas nécessaire, dès lors que l'arrêté préfectoral portant mise à jour du classement des activités « n'impose pas de nouvelles prescriptions ou ne porte pas d'abrogation de certaines prescriptions existantes » ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

### A R R E T E

**ARTICLE 1er** – Le tableau de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°80-9492 en date du 29 octobre 1980, ayant initialement réglementé l'établissement de stockage et de triage de métaux ferreux et non ferreux exploité par la Société PURFER dans la zone industrielle de REVENTIN- VAUGRIS, route du Barrage, est modifié comme suit :

**Tableau de reclassement des activités du site**

Nature des activités	Classement	Rubrique de la nomenclature
-une installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage (S= 1000 m2)	A	N° 2712
-une installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux , d'alliages de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux (S= 2500 m2)	A	N° 2713-1
-une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses (20 tonnes de batteries)	A	N° 2718-1
-une installation de traitement de déchets non dangereux (9 t/j)	DC	N° 2791-2
-une installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux (bois, etc....120m3)	D	N°2714-2



-une station-service (12, 5 m3)	NC	N°1435
-un stockage de liquides inflammables (< 10 m3)	NC	N°1432
-un stockage d'oxygène (700kg)	NC	N°1220
-un stockage de GIL (35 kg de propane)	NC	N°1412

**ARTICLE 2-** Les prescriptions particulières, qui étaient précédemment annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°80-9492 du 29 octobre 1980 et à l'arrêté complémentaire n°2008-00852 du 11 février 2008, demeurent applicables à l'établissement.

**ARTICLE 3-** Conformément aux dispositions de l'article R 512-31 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

**ARTICLE 4 -** L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspecteur des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R512-69 du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé.

**ARTICLE 5 -** Conformément aux dispositions de l'article R 512-33 du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

**ARTICLE 6 -** En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R 512-39-1 du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article R 512-39-2 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R 512-39-3 du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

**ARTICLE 7** - Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé .Il sera affiché à la porte de la mairie de REVENTIN -VAUGRIS et publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 8** – En application des articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Grenoble :

-par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification,

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1, dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours des tiers continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE 9** - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 10** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de VIENNE, le Maire de REVENTIN-VAUGRIS et l'Inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes (DREAL), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société intéressée.

GRENOBLE, le 11 JUL. 2012

LE PREFET

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général adjoint

Bruno CHARLOT